

Barroso au coin du bois

Barroso aime la campagne électorale française.

Non pas qu'il soit admiratif des idées ou valeurs qui puissent y être exprimées, mais parce que la France, ce dernier bastion de résistance à l'encontre de la dérégulation de nos services publics qu'il conduit au travers de sa Commission, a la tête tournée de l'autre côté et a momentanément oubliée que Bruxelles existe.

Un éditorialiste correspondant étranger de la presse écrite exprimait dans Sud-Ouest son souci d'absence de débat sur l'Europe lors de ces échéances électorales, et sa compréhension à l'égard de la peur de nos candidats face au sujet.

La peur est souvent liée à l'ignorance et/ou à l'impuissance, non pas que nos politiques ne maîtrisent pas les rouages du fonctionnement de nos institutions européennes, mais ils n'ont jamais su, pour de multiples raisons, mettre la France et les français au coeur du processus de décision de ses instances, et portent en eux durant ces échéances le reflet des craintes et rejets de beaucoup d'entre nous.

Parmis les propos de nombre de nos responsables, l'Europe est le faire valoir des maux et contraintes laissant penser aux citoyens qu'il est maintenus comme leurs élus à l'écart de toute responsabilité dans la décision communautaire, c'est évidemment faux, et ils ont largement contribué à cette aversion communiquée à nos concitoyens.

Nous payons un prix quotidien à cette manipulation, incompetence et ce manque de courage politique.

M. Barroso a très bien analysé tout cela, et en fin calculateur se prépare à sa manière à tirer parti de nos faiblesses et de notre syndrome de l'autruche.

Dans le dernier bulletin « Info Europe » on peut prendre connaissance de ceci :

« les dirigeants européens comptent tirer le meilleur parti de la bonne santé économique actuelle pour intensifier » leur action « au titre de la stratégie de Lisbonne, comme l'indiquent les conclusions adoptées au Conseil Européen le 9 mars à Bruxelles ».

Ces travaux portent entre autre sur des secteurs majeurs comme la santé et la productivité, mais ne sont pas oublié les « actions prioritaires sur la directives des services... » que personne n'ignore plus, le « marché du gaz et de l'électricité interconnecté; la poursuite de l'intégration des marchés financiers et de libéralisation des marchés postaux... »

Ces travaux sont à mettre en oeuvre avant fin 2007, et il faudrait porter un regard très attentif à la suppression « des obligations d'information surperflues dans des domaines prioritaires tels que l'emploi, la fiscalité, l'agriculture et les statistiques. ».

Tout ceci ne devrait-il pas éveiller en chacun de nous un nombre considérable d'interrogations?

Une chose est pourtant certaine ce sont bien nos responsables actuels qui étaient en réunion au Conseil de l'Europe le 8 et 9 mars dernier.

Nos députés européens se sont prononcés « en faveur du partenariat public-privé. » dont ont sait à quel point l'Angleterre nous fait apprécier la qualité et le coût (voir le très bon livre « Le royaume enchanté de Tony Blair » de P. Auclair).

Des décisions importantes se prennent à l'abri de nos préoccupations quotidiennes, et des débats publics primordiaux comme « *l'utilisation des instruments fondés sur le marché à des fins environnementales et énergétiques* », quels seront à l'avenir les « *taxes, les droits d'émissions négociables et autres instruments fondés sur le marché* »?

C'est maintenant que la Commission Européenne tente de graver ses décisions dans le marbre pour nous mettre devant le fait accompli, et nous aurons beau manifester, nous plaindre, une fois acter nous savons que nous n'avons jamais réussi à revenir en arrière, tout au plus on nous fera passer la pilule en plusieurs fois en lui donnant un autre nom.

Je ne crois pas que nos candidats soient les responsables de cette Europe absente, malgré la campagne, le travail de nos élus locaux, de nos syndicalistes mais aussi de nos journalistes ne doit pas rester à l'écart de cet enjeu majeur qu'est l'Europe, faute de faire ressurgir d'abord de grandes frustrations face à notre incapacité à défendre nos acquis, nos valeurs progressistes et humanistes, mais aussi de vieux démons nationalistes qui restent en embuscade pour mieux profiter de cette passivité.

Ne donnons pas une fois de plus la capacité aux « *goinfres* »(comme les nomme P.Bonazza dans son livre) de nous spolier notre patrimoine !

Christophe AMALFITANO